



**RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE  
POUR ÉLIMINER LE COMMERCE ILLICITE  
DES PRODUITS DU TABAC**  
**Troisième session (reprise)**  
**Panama (Panama), 12-15 février 2024**

**FCTC/MOP/3/A/R/3 (Projet)**  
**14 février 2024**

## **Troisième rapport de la Commission A**

### **(Projet)**

La Commission A a tenu ses quatrième et cinquième séances le 14 février 2024, sous la présidence du D<sup>r</sup> Alan Gerard Ludowyke (Sri Lanka).

La Commission A recommande à la Réunion des Parties d'adopter les décisions ci-jointes relatives aux points suivants de l'ordre du jour :

5. Instruments d'application du Protocole et questions techniques

5.2 Feuille de route, calendrier et étapes à suivre pour effectuer des travaux de recherche fondés sur des données factuelles (articles 6.5 et 13.2)

Une décision, telle qu'amendée, intitulée :

- Feuille de route pour effectuer des travaux de recherche fondés sur des données factuelles conformément aux articles 6.5 et 13.2 du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac

6. Notification, aide à la mise en œuvre et coopération internationale

6.1 Notification et échange d'informations au titre du Protocole (notamment aux fins d'améliorer le système de notification du Protocole)

Une décision, telle qu'amendée, intitulée :

- Amélioration du système de notification du Protocole

## **Point 5.2 de l'ordre du jour**

### **Feuille de route pour effectuer des travaux de recherche fondés sur des données factuelles conformément aux articles 6.5 et 13.2 du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac**

La Réunion des Parties,

Sachant qu'aux termes du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, la Réunion des Parties doit faire en sorte, cinq ans après l'entrée en vigueur du Protocole, que des travaux de recherche soient effectués conformément à l'article 6.5 sur les facteurs de production essentiels qui sont indispensables à la fabrication des produits du tabac et peuvent être soumis à un mécanisme de contrôle efficace, et conformément à l'article 13.2 sur l'ampleur du commerce illicite de produits du tabac concernant les ventes en franchise de droits ;

Rappelant la décision FCTC/MOP1(7), dans laquelle la Réunion des Parties a prié le Secrétariat de la Convention de recenser les besoins et les lacunes en matière de recherche concernant les articles 6.5 et 13.2 du Protocole et de présenter à la Réunion des Parties une feuille de route détaillée exposant le calendrier et les étapes à suivre pour effectuer les travaux de recherche fondés sur des données factuelles prévus aux articles 6.5 et 13.2 du Protocole, dans le plein respect de l'article 4.2 du Protocole et de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac ;

Considérant le rapport figurant dans le document FCTC/MOP/3/6 établi par le Secrétariat de la Convention,

1. ADOPTE la feuille de route pour effectuer des travaux de recherche fondés sur des données factuelles conformément aux articles 6.5 et 13.2 du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac figurant à l'annexe à la présente décision ;
2. PRIE le Secrétariat de la Convention :
  - a) de rechercher activement et de recevoir des contributions extrabudgétaires des Parties et d'autres donateurs internationaux, notamment d'organisations intergouvernementales internationales et régionales compétentes ainsi que d'institutions financières et de développement, en vue de mettre en œuvre la feuille de route, en tenant compte des dispositions de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS et de l'article 4.2 du Protocole ;
  - b) de faire rapport sur les résultats de la mise en œuvre de la feuille de route à la quatrième session de la Réunion des Parties ;
  - c) de proposer à la quatrième session de la Réunion des Parties que le champ des travaux de recherche puisse être étendu, par exemple à d'autres facteurs de production, y compris la recherche sur les mécanismes de contrôle concernant les facteurs de production essentiels.

## ANNEXE

### **FEUILLE DE ROUTE POUR EFFECTUER DES TRAVAUX DE RECHERCHE FONDÉS SUR DES DONNÉES FACTUELLES CONFORMÉMENT AUX ARTICLES 6.5 ET 13.2 DU PROTOCOLE POUR ÉLIMINER LE COMMERCE ILLICITE DES PRODUITS DU TABAC**

#### **ACTIVITÉS ET CALENDRIER (2024-2025)**

##### **Considérations générales**

###### **a) Facteurs de production essentiels**

1. L'article 6.5 du Protocole prévoit que cinq ans après l'entrée en vigueur du Protocole, la Réunion des Parties fait en sorte, à sa prochaine session, que des travaux de recherche fondés sur des données factuelles soient effectués pour déterminer s'il existe des facteurs de production essentiels qui sont indispensables à la fabrication des produits du tabac, qui sont identifiables et qui peuvent être soumis à un mécanisme de contrôle efficace.

###### **b) Ventes en franchise de droits**

2. L'article 13.2 du Protocole prévoit qu'au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur du Protocole, la Réunion des Parties fait en sorte, à sa prochaine session, que des travaux de recherche fondés sur des données factuelles soient effectués pour déterminer l'ampleur du commerce illicite de produits du tabac concernant les ventes en franchise de droits.

###### **c) Calendrier**

3. Conformément aux délais stipulés à l'article 6.5 et à l'article 13.2, la Réunion des Parties a adopté la décision FCTC/MOP1(7). La question est examinée à la troisième session de la Réunion des Parties, conformément à la décision FCTC/MOP2(2).

#### **Étape 1 – Définir le champ des travaux de recherche : sept mois (mars-septembre 2024)**

###### **a) Facteurs de production essentiels**

4. La fabrication des produits du tabac destinés aux consommateurs comporte une série d'étapes qui peuvent être divisées en quatre grandes catégories : la culture et la récolte du tabac ; le séchage du tabac ; la première transformation ; et la deuxième transformation. À chaque étape du processus de fabrication, différents facteurs de production sont utilisés pour manipuler le produit et le préparer pour la prochaine étape du traitement.

5. Aucune étude approfondie n'a été trouvée qui permette de déterminer si certains des facteurs de production utilisés dans le processus de fabrication du tabac constituent des « facteurs de production essentiels » conformément aux critères définis à l'article 6.5 du Protocole, à savoir qu'ils doivent être « indispensables à la fabrication des produits du tabac », « identifiables » et qu'ils « peuvent être soumis à un mécanisme de contrôle efficace ».

6. D'une manière générale, trois sous-catégories de facteurs de production ont été recensées : a) les facteurs de production utilisés uniquement dans le processus de fabrication du tabac, par exemple le papier à cigarettes et les filtres ; b) les facteurs de production à double usage, par exemple les substances chimiques, la cellulose et l'acétate ; et c) le matériel et la technologie de fabrication des produits du tabac.

7. Compte tenu des nombreuses étapes et des multiples facteurs de production entrant dans le processus de fabrication des produits du tabac, il convient de déterminer quelles étapes et quels facteurs de production nécessiteraient des recherches plus approfondies. Selon la typologie des facteurs de production, différentes mesures de contrôle peuvent être appliquées. Pour identifier les facteurs de production, on se référera à leurs codes respectifs dans le Système harmonisé (SH).

#### **b) Ventes en franchise de droits**

8. Pour évaluer l'ampleur du commerce illicite des produits du tabac concernant les ventes en franchise de droits, il faut définir les éléments suivants :

- i) ce qui constitue un commerce illicite dans le contexte des ventes en franchise de droits dans les juridictions compétentes ;
- ii) quels cadres juridiques et réglementaires s'appliquent aux ventes de produits du tabac en franchise de droits dans les juridictions compétentes ; et
- iii) quelle unité de référence commune (dollars, millions d'unités, part du commerce total, part du commerce en franchise de droits, etc.) serait utilisée pour estimer l'ampleur du commerce illicite des produits du tabac de façon à pouvoir faire des comparaisons entre les juridictions.

#### **c) Aspects préliminaires de la recherche**

9. Les Parties souhaiteront peut-être prier le Secrétariat de la Convention de s'associer aux organisations internationales compétentes pour examiner les aspects préliminaires de la recherche sur les facteurs de production essentiels et les ventes en franchise de droits.

10. Sur la base des résultats de l'étape 1, le Secrétariat de la Convention pourra demander conseil au Bureau de la Réunion des Parties sur la mise en œuvre des activités de recherche de base décrites à l'étape 2.

### **Étape 2 – Activités de recherche de base : 14 mois (mars 2024-avril 2025)**

11. Il est proposé de suivre une approche pratique fondée sur des études de cas. Le recours à des études de cas facilitera la collecte de renseignements dans les juridictions les plus touchées par le commerce illicite des produits du tabac en ce qui concerne les facteurs de production essentiels et les ventes en franchise de droits. Le Secrétariat de la Convention assurera la coordination entre les consultants qui seront engagés pour réaliser les études et les points focaux des Parties.

12. Un calendrier provisoire est proposé pour les activités de recherche. Ce calendrier peut être révisé au besoin, sous la direction du Bureau de la Réunion des Parties.

**a) Facteurs de production essentiels**

13. Les Parties seront invitées à se consulter au niveau régional pour désigner une ou deux Parties dans chaque Région de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) souhaitant participer aux études de cas. (Mars-avril 2024).

14. Des dispositions organisationnelles et logistiques seront prises pour réaliser des études de cas dans la juridiction des Parties qui ont manifesté leur intérêt. Des consultants seront engagés pour mener des entretiens avec des responsables des douanes et des services de détection et de répression et pour obtenir des avis d'experts qui permettront de déterminer dans quelle mesure le commerce des facteurs de production essentiels contribue à alimenter le commerce illicite des produits du tabac dans les juridictions respectives. (Avril-juin 2024).

15. Un questionnaire sera mis au point pour faciliter le travail des chercheurs lors des entretiens. Le questionnaire visera à recueillir des données sur la production et les flux transfrontières de facteurs de production illicites (relativement aux saisies, par exemple), à dresser la carte du marché des facteurs de production (en indiquant notamment qui sont les acteurs impliqués, qu'il s'agisse d'entités commerciales locales ou d'importateurs) et à évaluer les mesures de contrôle appliquées localement pour contrôler des facteurs de production donnés.

16. Douze études de cas au maximum seront effectuées. (Juillet-décembre 2024).

**b) Ventes en franchise de droits**

17. Les Parties seront invitées à se consulter au niveau régional pour désigner une ou deux Parties dans chaque Région de l'OMS souhaitant participer aux études de cas. (Mars-avril 2024)

18. Des dispositions organisationnelles et logistiques seront prises pour réaliser des études de cas dans la juridiction des Parties qui ont manifesté leur intérêt. Des consultants seront engagés pour recueillir sur place des données quantitatives, le cas échéant, et des informations qualitatives (y compris lors d'entretiens en face à face avec des représentants du gouvernement et des responsables locaux des services de détection et de répression), en prêtant une attention particulière aux sources déclarées et aux niveaux du commerce illicite des produits du tabac en franchise de droits par rapport aux ventes en franchise de droits. (Avril-juin 2024).

19. Les données issues des études de cas seront comparées aux informations disponibles sur les ventes en franchise de droits (par exemple les données disponibles sur le trafic aérien et au trafic maritime ou les ventes transfrontalières) et aux estimations existantes de la taille du marché illicite mondial des produits du tabac afin d'établir une première estimation de la relation entre les ventes en franchise de droits et le commerce illicite du tabac à l'échelle mondiale, en utilisant l'unité de référence standardisée adoptée à l'étape 1.

20. Douze études de cas au maximum seront effectuées. (Juillet-décembre 2024)

**c) Rapport final**

21. Les consultants soumettront au Secrétariat de la Convention un rapport final détaillant les activités menées et les conclusions des études de cas sur les facteurs de production essentiels et les ventes en franchise de droits. (Janvier-mars 2025)

22. Le rapport sera finalisé et mis à la disposition des Parties sur le site Web du Secrétariat de la Convention six mois avant la quatrième session de la Réunion des Parties. (Avril-mai 2025)

## **Point 6.1 de l'ordre du jour**

### **Amélioration du système de notification du Protocole**

La Réunion des Parties,

Rappelant l'article 32.1 du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, qui dispose que « chaque Partie soumet à la Réunion des Parties, par l'intermédiaire du Secrétariat de la Convention, des rapports périodiques sur la mise en œuvre du présent Protocole » ;

Rappelant également la décision FCTC/MOP1(10), dans laquelle la Réunion des Parties a établi les dispositifs de notification au titre du Protocole ;

Prenant note du document FCTC/MOP/3/7, qui tire un bilan initial des dispositifs de notification et d'échange d'informations au titre du Protocole et contient une proposition élaborée sous la direction du Bureau et visant à améliorer le système de notification du Protocole ;

Prenant également note du document FCTC/MOP/3/4, qui décrit les progrès mondiaux réalisés dans la mise en œuvre du Protocole,

1. SE FÉLICITE de la proposition d'instrument révisé de notification du Protocole figurant à l'annexe 2 du document FCTC/MOP/3/7 ;

2. PRIE le Secrétariat de la Convention :

a) de mettre au point une nouvelle plateforme de notification en ligne, notamment en y intégrant l'instrument révisé de notification et des fonctions destinées à rendre la plateforme aussi conviviale que possible et en la mettant à l'essai auprès des Parties afin qu'elle puisse être utilisée à partir du prochain cycle de notification ;

b) d'inviter les Parties à établir leur rapport sur la mise en œuvre et à le soumettre au cours de la période annoncée par le Secrétariat de la Convention ;

c) de continuer d'examiner les sources de données externes officielles pertinentes au regard du commerce illicite des produits du tabac, dans le but de déterminer de quelle manière ces données peuvent éclairer au mieux l'évaluation des progrès mondiaux réalisés par les Parties dans la mise en œuvre du Protocole et de présenter à la quatrième session de la Réunion des Parties un inventaire des sources et des méthodologies ;

d) de poursuivre ses efforts en vue de simplifier encore l'instrument de notification, en prenant en considération le recueil d'informations pertinentes, y compris eu égard au point focal mondial pour l'échange d'informations.

= = =